

Résumé

La société entertainment One (eOne) est heureuse de communiquer ses priorités et recommandations pour le budget de 2018 du gouvernement du Canada dans le présent mémoire.

Le siège social d'eOne, chef de file mondial dans le domaine de la propriété et de la distribution de contenu indépendant pour le cinéma, se trouve ici, au Canada. Nous savons que les industries culturelles sont essentielles à l'économie canadienne.

La principale recommandation au Comité permanent des finances est de voir à ce que les politiques gouvernementales favorisent l'exportation de produits culturels canadiens en soutenant les entreprises canadiennes de production et de distribution. L'an dernier, la ministre du Patrimoine a reconnu dans le cadre des consultations portant sur le « contenu canadien dans un monde numérique » qu'il faut accroître l'exportation. Cette orientation a été saluée par eOne, qui souhaite contribuer à l'élaboration du cadre de travail qui permettra d'atteindre ces objectifs ambitieux et importants.

À propos d'entertainment One

Notre société basée à Toronto a des bureaux à Vancouver, à Montréal et ailleurs dans le monde. C'est le plus grand studio indépendant du Canada et le premier producteur et exportateur en importance de contenu cinématographique, télévisuel, musical et numérique en français et en anglais. Au Canada, eOne compte aujourd'hui plus de 800 employés à temps plein. Nous avons produit globalement plus de 500 heures de contenu télévisuel et distribué quelque 200 films en salle l'an dernier.

Des histoires nées au Canada sont racontées chaque jour par eOne. Les images, les sons et les univers d'eOne reflètent la réalité canadienne chez nous et à l'étranger, sur toutes les plateformes accessibles au public. Chez eOne, nous croyons que le Canada doit faire connaître davantage sa réalité dans le monde.

L'industrie

Selon le rapport économique de la Canadian Media Producers Association, en 2015-2016, la chaîne de valeur de la production de contenu sur écran au Canada a contribué 20,1 milliards de dollars au PIB¹. Statistique Canada indique que la production cinématographique, télévisuelle et vidéo au Canada a atteint une valeur de 4,85 milliards de dollars en 2015, ce qui a permis de dégager une marge bénéficiaire d'exploitation ayant plus que doublé depuis deux ans². En Ontario seulement, 2016 a été la meilleure année de l'histoire pour la production cinématographique et télévisuelle, enregistrant une contribution de 1,7 milliard de dollars à l'économie provinciale et plus de 35 000 emplois³. Les avantages économiques

¹http://www.cmpa.ca/sites/default/files/documents/industry-information/profile/CMPA_2016_F_online.pdf.

²<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26;jsessionid=9E04C1C8E856F55FAB870E775002F1BF?lang=fra&id=3610038&p2=33&retrLang=fra>.

³http://www.omdc.on.ca/Assets/Industry+Profile/Film-TV/Industry+Profile+Film+and+TV_fr.pdf.

accessoires dans la chaîne de valeur, notamment pour les secteurs de la construction et de la rénovation grâce à la création d'espaces de production et au tourisme lié aux productions cinématographiques et télévisuelles, sont considérables⁴. L'industrie est vouée à une croissance qui continuera à créer de bons emplois payants et à intéresser certains de nos jeunes les plus brillants et talentueux ainsi que les prochaines générations, qui vont veiller à ce que des histoires canadiennes continuent à être racontées aux publics du monde.

La vigueur de l'industrie est accrue par le soutien de tous les ordres de gouvernement, qu'il s'agisse des mesures d'adaptation municipales sur les lieux de tournage, des crédits d'impôt provinciaux pour les productions ou des lois fédérales qui favorisent la diffusion du contenu canadien à la télévision, dans les films et sur les ondes, en reconnaissance de l'incidence économique de ce secteur important à l'échelle nationale.

Le marché de la distribution internationale est une dimension négligée de la chaîne de valeur. Il est important que les revenus générés par les actifs canadiens soient réinvestis dans notre industrie nationale. Le cinéma et la télévision jouent un rôle important non seulement au plan économique, mais aussi culturel; c'est pourquoi il est essentiel que les règlements et les mécanismes de soutien gouvernementaux soient maintenus en partenariat avec le secteur privé, ce qui permettrait à notre industrie de poursuivre sa croissance et d'optimiser sa contribution à la croissance économique globale du Canada. Pour combler le vide politique dans ce domaine, eOne s'est associée avec d'autres entreprises axées sur l'exportation pour former l'Association canadienne des exportateurs de contenu (ACEC). L'ACEC fait la promotion d'un milieu de l'exportation de contenu plus dynamique pour les exportateurs basés au Canada, ce qui profitera à tous les participants qui créent et produisent du contenu.

Aperçu des défis à relever

Au Canada, nous avons besoin d'une industrie forte qui fera en sorte que nos histoires soient vues et entendues pour de nombreuses années encore et afin que le milieu de la production de contenu canadien prospère grâce à la naissance d'idées créatives, au financement des déficits et, en fin de compte, à la conquête du marché international.

Comme de plus en plus d'entreprises étrangères sont actives à l'intérieur de nos frontières, eOne croit qu'il est plus que jamais important de donner des moyens aux sociétés de distribution canadiennes de rester fortes et de continuer à jouer un rôle vital dans notre industrie comme exportateurs de produits culturels canadiens.

⁴ <http://www.nordicity.com/media/2013724dgfjbufnd.pdf>.

Propositions

Nous avons adhéré à des organisations de l'industrie, l'Association canadienne des distributeurs et exportateurs de films (ACDEF) et l'ACEC, pour promouvoir l'importance d'une politique gouvernementale qui appuie les sociétés de distribution canadiennes afin que l'industrie du cinéma et de la télévision continue à croître et à mieux faire dans un marché international où la concurrence est forte.

Les membres de l'ACEC ont formulé des propositions qui visent à renforcer l'industrie de la télévision canadienne dans cette nouvelle ère numérique, notamment la création d'un fonds de distribution d'appoint ainsi qu'un programme de crédits d'impôt supplémentaires pour la production cinématographique et vidéo canadienne. Ces deux propositions sont détaillées dans le mémoire prébudgétaire de l'ACEC ainsi que le dernier document de travail de l'organisation intitulé *Taking Canada to the World: Toward a National Export Strategy for Canadian Television and Digital Media Content*.

De son côté, l'ACDEF a aussi présenté des propositions concernant le secteur de la distribution de films; le groupe souhaite particulièrement l'adoption officielle d'une politique canadienne de distribution qui renforce les entreprises canadiennes indépendantes et favorise le réinvestissement de capitaux dans notre économie. L'ACDEF propose que le gouvernement canadien mette en place une politique qui ressemble, à de nombreux égards, à la politique de distribution de 1988, mais modernisée en fonction des circonstances changeantes de la nouvelle ère numérique.

En tant que membre de ces organisations, eOne appuie ces propositions et croit fermement que la valeur du contenu créé au Canada doit rester entre les mains des sociétés canadiennes afin qu'elle soit réinvestie dans le milieu.

Conclusion

La société entertainment One espère voir le gouvernement du Canada soutenir et mettre en œuvre les recommandations décrites dans ce mémoire. Nous serions heureux de pouvoir participer à des consultations ou d'avoir la possibilité de faire progresser ces questions et de favoriser la prospérité de l'industrie et du contenu canadien.